

## **14<sup>ème</sup> Réunion Consultative sur l'Intégration du Genre dans l'Union Africaine**



**27-28 Juin 2009  
Tripoli Libye**



*Avec le soutien de: ECA, OSIWA, AWDF, FINLAND, DFID*



# **NOTE CONCEPTUELLE**

## **I. Introduction**

La 14<sup>ème</sup> Réunion Consultative sur l'intégration du genre dans l'Union Africaine aura lieu à Tripoli, en Libye les 27 et 28 juin 2009. Cette Réunion est organisée par le réseau de la Campagne «*Le Genre : Mon Agenda* » (GIMAC) coordonnée par Femmes Africa Solidarité (FAS). Aux Réunions Consultatives précédentes FAS et le réseau de la GIMAC étaient soutenues par Action Aid, le Gouvernement de la Finlande, GTZ, UNICEF, UNFPA, AWDF, OSIWA et DFID.

La réunion se tiendra en marge du Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement de l'Union Africaine (UA) à Syrte, en Libye, prévu selon le calendrier suivant :

Session Ordinaire du Comité des Représentants Permanents (COREP), du 24 au 26 juin ;

Session Ordinaire du Conseil Exécutif, du 28 au 30 juin ;

Session Ordinaire de l'Assemblée des Chefs d'État et de Gouvernement, du 1 au 3 juillet.

## **II. Contexte**

### **A. Général**

Les États-membres de l'Union Africaine (UA) ont amorcé un nouveau tournant dans l'histoire de l'agenda du genre en Afrique grâce en adoptant la Déclaration Solennelle pour l'Egalité entre les Hommes et les Femmes en Afrique (DSEHF) au Sommet d'Addis Abeba en juillet 2004. Appelant à une promotion et une protection complète des droits des femmes aux niveaux national et régional, la DSEHF symbolise l'appropriation par une organisation continentale d'une réalisation sans précédent en termes d'intégration de la perspective genre au plus haut niveau, mettant l'accent sur des sujets tels que le VIH/ Sida, le recrutement des enfants-soldats et la mise en place de mesures économiques, sociales et légales spécifiquement liées au genre.

Suite à l'adoption de la DSEHF, les réseaux de femmes de la société civile se sont réunis à de nombreuses occasions afin d'approfondir le travail d'intégration de la perspective genre au sein de l'UA. En juillet 2005, au cours de la 6<sup>ème</sup> Réunion Consultative préalable au Sommet l'Union Africaine qui s'est tenue à Tripoli, les réseaux de femmes africaines se sont engagé à lancer une campagne de plaidoyer au sujet de la DSEHF, en finalisant le "Lignes directrices de la Société Civile pour le Suivi et l'Evaluation de la Déclaration Solennelle." Ces organisations de femmes se sont également mises d'accord sur le partage des responsabilités de suivi, une décision reflétée dans le document officiel intitulé «Mémorandum of Understanding (MOU) émergeant de l'Engagement de Tripoli pour le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre de la Déclaration Solennelle.

Les organisations de femmes se sont ensuite réunies à Dakar en octobre 2005 avec le Ministre chargé des questions de genre du gouvernement du Sénégal, lors de la réunion des organisations de la société civile tenue en marge à la Première Conférence de l'Union Africaine des Ministres en charge des Femmes et du Genre. Le "Partenariat Stratégique de Dakar", qui fut la recommandation finale du 7<sup>ème</sup> Pré-Sommet en destination des États-membres de l'UA et de la Commission de l'UA tenu à Dakar en octobre 2005, a regroupé et mis à jour le travail qui avait été entamé lors des Réunions Consultatives précédentes. L'attention fut portée sur la poursuite de l'engagement de la société civile dans le cadre du suivi et de l'évaluation de la DSEHF ainsi que sur l'obtention d'un engagement solennel de la part des États-membres de l'UA d'inclure les organisations de la société civile au cœur de tels processus. L'incorporation du Comité des Femmes Africaines pour la Paix et le Développement (CFAPD) dans les mécanismes de l'UA a mis en évidence les réalisations accomplies suite aux activités de plaidoyer entreprises par les organisations de femmes provenant

de la société civile.

Lors de la Réunion Consultative qui a eu lieu à Banjul, en Gambie en juin 2006, les réseaux et les organisations de femmes ont officiellement lancé la Campagne “Le Genre : Mon Agenda” (GIMAC). En plus d’évaluer le programme du réseau de la Campagne, la Réunion a servi d’instrument de renforcement des stratégies de suivi, de compte-rendu et de plaidoyer, et de mobilisation de différents acteurs au sein de l’agenda d’intégration de la perspective genre.

La Réunion Consultative s'est tenue dans villes suivantes:

Durban, Juin 2002; Dakar, Avril 2003; Maputo, Juin 2003; Addis Ababa, Juin 2004; Abuja, Janvier 2005; Tripoli, Juillet 2005; Dakar, octobre 2005; Banjul, Juin 2006; Addis Ababa, Janvier 2007; Accra, Juin 2007; Addis Ababa, Janvier 2008, Sharm el Sheikh, Juin 2008 et Addis Ababa Janvier 2009.

## B. Les documents-clés adoptés

- La “Déclaration de Durban sur l’intégration de la perspective genre et la participation active de la femme dans l’Union Africaine »
- La “Stratégie de Dakar”
- La “Déclaration de Maputo”
- La “Contribution des femmes africaines à la déclaration sur l’intégration de la perspective genre au sein de l’Union Africaine”
- Les “Recommandations d’Abuja pour le suivi et l’évaluation par la société civile de la Déclaration Solennelle”
- “l’Engagement de Tripoli”
- Le “Partenariat Stratégique de Dakar”
- La “Déclaration de Banjul”
- La “Résolution de Banjul”
- L’Appel d’Addis
- La “Déclaration des Femmes Soudanaises sur le Darfour”
- Contribution du GIMAC au Grand débat sur le Gouvernement de l’Union
- Déclarations et résolutions solennelles
- Solidarité en faveur des femmes du Zimbabwe
- Appel pour un second Sommet des Chefs d’Etat et des Gouvernement sur le Genre.

L’adoption de la DSEHF et les réussites associées au mouvement des femmes Africaines ont été énormément appuyées par la mobilisation des réseaux pendant les réunions consultatives deux fois par an. La capacité du réseau GIMAC d’organiser ces réunions et d’autres travaux essentiels ne serait pas possible sans le soutien de ses associés de longue durée.

Open Society Initiative for West Africa (OSIWA) travaillant pour la création des sociétés ouvertes en Afrique de l’Ouest où règnent la démocratie, la bonne gouvernance, la primauté de la loi, le respect des libertés fondamentales et une participation civique générale a été un partenaire clé. OSIWA était fondamentale non seulement pour le soutien fournis pour la stratégie et les outils de communication du réseau GIMAC, mais aussi dans le soutien financier pour organiser les Réunions Consultatives et faire le suivi de la Déclaration Solennelle.

African Women’s Development Fund est un soutien important dans l’organisation des Réunions Consultatives ainsi qu’un acteur fondamental au sein du réseau GIMAC en ayant participé à l’appel solennel pour la mise en œuvre du DSEHF, le suivi ainsi que la publication des Meilleures pratiques

dans l'intégration du genre.

La Commission Economique pour l'Afrique (UNECA) est aussi un partenaire clé lié à FAS coordonnateur du GIMAC par un MoU. UNECA accueille notamment les réunions consultatives de janvier à Addis Abeba et fournit également un appui scientifique et technique dans l'élaboration des instruments de suivi de la DSEHF.

### C. Les acquis de la 13<sup>ème</sup> Réunion Consultative

De nombreux projets ont aboutit lors de la précédente Réunion Consultative à Addis Ababa en Ethiopie dont notamment :

- Communication des recommandations à l'Union Africaine sur l'intégration du genre ;
- Le lancement, la promotion et la diffusion des « *Meilleures pratiques en matière d'intégration du genre* », une étude réalisée par FAS;
- Un appel pour inciter à la tenue, en janvier 2010, d'un second Sommet des Chefs d'Etat et des Gouvernements sur l'Intégration du Genre
- Un appel au 35 pays qui n'ont pas soumis leur rapport sur le DSEHF au développement de plans d'action au niveau national pour la mise en oeuvre du DSEHF ;
- Réaffirmation de la nécessité d'intégrer la question du genre dans le processus de paix au Darfour, dans la région des Grands Lacs ainsi qu'au Zimbabwe.

### III. Justification du projet

Bien que l'UA ait réalisé des progrès significatifs au fil des ans dans les questions liées aux femmes et que ses décisions et déclarations aient fait avancer l'agenda des femmes, beaucoup de travail reste à accomplir afin de renforcer le pouvoir des femmes et d'intégrer la perspective genre dans l'Union Africaine, ses programmes et ses organes ainsi que parmi les Etats-membres.

Les droits de la Femme ne peuvent être réellement assurés que si les débats du Gouvernement de l'Union mettent en avant l'importance de la question du genre à tous les niveaux et qu'ils continuent leurs avancées en matière de parité et d'intégration au sein de l'Union Africaine. De ce fait, une réflexion d'ensemble doit avoir lieu afin de discuter du rôle et de la participation des femmes au niveau politique, économique et social aussi bien au niveau national, régional et continental.

Une visibilité importante doit être donnée au Directoire du Genre et à son expérience en matière de promotion des questions liées au genre au sein des structures de l'Union Africaine.

L'évaluation des domaines d'action prioritaires identifiés par la DSEHF souligne que des progrès ont été réalisés. Toutefois, il reste un grand travail à accomplir en termes de gouvernance, de paix et sécurité, de droits humains, de santé, d'éducation et de renforcement du pouvoir économique des femmes. La parité et l'intégration de la perspective genre sont et doivent être considérées comme des questions de droits humains et de gouvernance.

De plus, il est nécessaire pour les membres de la Campagne ‘*Le Genre: Mon Agenda*’ d'assurer le transfert des savoirs et des compétences afin de renforcer les capacités des défenseurs des femmes

en Afrique. En mettant à profit la plateforme de la Campagne, ses membres pourront mobiliser une foule prête à soutenir leur action et à contribuer à faire entendre les voix des femmes au niveau politique, mettant les gouvernements face à leurs engagements.

Il est crucial que les organisations de la société civile continuent de demander des comptes aux gouvernements vis-à-vis de leurs engagements à accélérer la mise en application de la DSEHF. Quatre ans après l'adoption de cet instrument, il est indispensable d'apprécier l'utilité des outils et méthodes servant à l'évaluation et au suivi de la DSEHF et de vérifier leur capacité à aborder les nouveaux problèmes émergents. Par conséquent, des opportunités doivent être créées afin de faciliter le dialogue entre l'UA et les organisations de la société civile. Cela permettrait la révision de stratégies sur l'intégration du genre au sein de l'UA, ses organes, ses programmes et au sein des Etats-membres.

#### **IV. Thèmes de la 14<sup>ème</sup> Réunion Consultative**

En examinant les sociétés civiles, il apparaît crucial qu'elles continuent à veiller à ce que les gouvernements tiennent leurs engagements afin d'accélérer la mise en œuvre de la DSEHF. Quatre ans après l'adoption de cet instrument, il est indispensable d'évaluer les outils et les méthodologies dédiées à l'évaluation de la DSEHF et leur efficacité afin d'identifier de nouveaux problèmes. La 14<sup>ème</sup> Réunion Consultative se concentrera sur le rapport d'évaluation de la DSEHF.

Une récente réunion d'experts de l'Union Africaine à Banjul en Gambie, du 6 au 8 Mai 2009 s'est focalisée sur deux thématiques principales : la mise en œuvre et l'évaluation de la DSEHF et de la Décennie de la Femme Africaine 2010-2020. La Décennie de la Femme Africaine 2010-2020 a été décidée et annoncée lors du 12<sup>ème</sup> Sommet de l'Union Africaine. Le 14<sup>ème</sup> Pré Sommet reviendra sur les délibérations des experts et se concentrera sur les discussions avec les membres du réseau GIMAC, et plus particulièrement sur l'implication des organisations de la société civile en matière de plaidoyer et de stratégie pour la Décennie.

En outre, la récente élection de FAS à la présidence du Groupe Sectoriel Femme, Genre et Questions connexes de l'ECOSOCC, va permettre de réunir et de discuter l'apport et la Stratégie du GIMAC au sein du Groupe Femme et du Genre.

D'autres discussions auront lieu sur le thème du 13<sup>ème</sup> Sommet de l'Union Africaine '*Investir dans l'agriculture pour la croissance économique et la sécurité alimentaire*' ainsi que les résultats du 13<sup>ème</sup> Pré-Sommet.

#### **V. Objectifs de la 14<sup>ème</sup> Réunion Consultative**

Débattre de l'environnement changeant aux niveaux régional et international et élaborer un nouveau paradigme pour orienter le travail des organisations de la société civile afin de préconiser des politiques et des pratiques efficaces pour la parité et l'égalité des sexes.

Les objectifs spécifiques de cette Réunion sont les suivants:

- Discuter les résultats de la réunion stratégique de juin 2008 du GIMAC et continuer à développer des campagnes de communication pour le réseau;
- Examiner les résultats du 13ème Pré Sommet;
- Renforcer l'engagement et la prise de responsabilité des membres de la campagne en insistant sur la mise en oeuvre, le suivi et l'évaluation du DSEHF;

- Encourager le partenariat entre les différents acteurs et renforcer l'engagement commun à faire progresser la mise en œuvre efficace de la DSEHF et de l'intégration du genre au sein de l'Union Africaine;
- Discuter des stratégies à mettre en œuvre au niveau du Groupe Sectoriel Femmes, Genre et Questions connexes de l'ECOSOCC afin de déterminer comment mettre à profit cette opportunité ;
- Discuter le thème du sommet de l'Union Africaine «*Investir dans l'agriculture pour une croissance économique et la sécurité alimentaire* » ;
- Discuter de la mise en œuvre de la Décennie de la Femme Africaine 2010-2020 ;
- Identifier les futurs défis et établir la démarche à suivre afin de soutenir la mise en application du principe d'égalité des sexes et d'intégration du genre.

## **VI. Activités de la Réunion**

La Réunion inclura les activités suivantes:

1. Réunion stratégique du GIMAC, suivant le plan défini à Sharm El Sheikh, en juin 2008 ;
2. Organisation d'une Réunion Consultative de deux jours comprenant des débats, des activités de dissémination de l'information sur la DSEHF et d'informations sur les questions relatives à l'intégration du Genre y compris dans la Décennie de la Femme 2010-2020, du Groupe sectoriel de l'ECOSOCC ;
3. Mobilisation des médias ;
4. Activités de plaidoyer autour du Sommet des Chefs d'État et de Gouvernement de l'Union Africaine ;
5. Création d'un espace propice au Réseautage et aux partenariats avec tous les acteurs impliqués dans la Campagne.

## **VII Résultats attendus**

Les résultats-clés attendus de cette Réunion sont les suivants:

- Redéfinir de nouvelles stratégies de plaidoyer du GIMAC suivant la réunion stratégique de Sharm El Sheikh en faveur de politiques et de pratiques efficaces pour la parité et l'égalité des sexes suite au changement de l'environnement aux niveaux régional et international ;
- Partager les **Meilleures Pratiques** et les leçons apprises par le réseau “Le Genre: Mon Agenda” et par les autres organisations de la société civile ;
- Discuter l'implication du GIMAC dans la décennie de la Femme 2010-2020 ainsi qu'au sein du groupe Femmes et Genre de l'ECOSOCC ;
- Mobiliser et sensibiliser les organisations locales de femmes et les organisations de la société civile au sujet de l'agenda sur l'intégration de la perspective et des activités de la Campagne ;
- Renforcer les partenariats avec des organisations de femmes à tous les niveaux et les mécanismes régionaux d'intégration des questions de genre ;
- Engager les points focaux de la société civile sur des thèmes liés à la DSEHF et sur leur suivi ;
- Entreprendre des activités de plaidoyer au sujet de diverses préoccupations liées à la DSEHF et l'intégration du Genre.

## **VII. Produits**

Les produits attendus de cette Réunion sont les suivants:

- Rapport d’Evaluation de Roselyn Musa sur la mise en oeuvre de la DSHEF
- Distribution des « ***Meilleures Pratiques en matière d’intégration du Genre*** » les plus récentes, une étude sur le genre ;
- Rédiger les recommandations de la société civile concernant les actions prioritaires de la Décennie de la Femme Africaine 2010-2020;
- Analyser la mise en oeuvre des recommandations émises lors du 13<sup>ème</sup> Pré-Sommet;
- Sensibiliser au sujet de la DSEHF et du travail réalisé par les acteurs de la Campagne ;
- Émettre des recommandations à l’Union Africaine à l’issue de la Réunion Consultative ;
- Peaufiner la stratégie de communication du GMAC

<p><b>International Secretariat</b> 8, Rue du Vieux-Billard P.O. Box 5037 CH-1211 Geneva 11, Switzerland Tel: +41 22 328 80 50 Fax: +41 22 328 80 52 Email: <a href="mailto:info@fasngo.org">info@fasngo.org</a></p>	<p><b>Office in New York</b> 777 United Nations Plaza 5<sup>th</sup> Floor New-York, New-York 10017 Tel: +1 212 687 13 69 Fax: +1 212 661 41 88 Email: <a href="mailto:infony@fasngo.org">infony@fasngo.org</a></p>	<p><b>Regional Office for Africa</b> Immeuble Phare des Mamelles P.O. Box 45077 Fann Dakar – Senegal Tel: +221 33 869 81 06 Fax: +221 33 860 2047 Email: <a href="mailto:fas-ong@sentoo.sn">fas-ong@sentoo.sn</a> Or <a href="mailto:infodk@fasngo.org">infodk@fasngo.org</a></p>
--	---	---



*Sur*  
***La Déclaration Solennelle sur l'Egalité entre les hommes et les femmes en Afrique***

#### **POINTS FOCaux THEMATIQUES**

**Gouvernance:** Africa Leadership Forum (ALF)

**Paix et Sécurité:** Femmes Africa Solidarité (FAS), African Center for Constructive Resolution of Disputes (ACCORD)

    Safer Africa, Africa Policy Institute (API)

**Droits Humains :** Women in Law and Development in Africa (WILDAF)

    Centre Africain pour la Démocratie et les Etudes de Droits de l'Homme (CADEDH)

**Santé :** Alliance pour la Recherche sur les Aspects Sociaux du Vih/Sida (SAHARA)

    Society for Women and Aids in Africa (SWAA), Réseau Roll Back Malaria (RBM)

**Education:** Forum for African Women Educationalists (FAWE)

    Campagne Internationale sur les Objectifs du Millénaire pour l'Afrique de l'Ouest (ANCEFA)

**Renforcement de Capacités Economiques :** African Women Development Fund (AWDF)

    Egyptian Business Women Association (EBWA)

#### **POINTS FOCaux REGIONAUX**

**Afrique de l'Ouest :** Association des Femmes de l'Afrique de l'Ouest (AFAO)

**Afrique du Nord :** Association Tunisiennes des Mères (ATM)

**Afrique Australe :** Foundation for Community Development (FDC)

**Afrique de l'Est:** Advocacy for Women in Africa (AWA)

**Afrique Centrale :** Association Congolaise de Lutte contre les Violences faites aux Femmes (ACOLVF)

#### **AUTRES ORGANISATIONS PARTICIPANTES**

AAWORD, ABANTU for Development, Akina Mama Wa Africa, ANSEDI,

    Cardre Permanent de Concertation des Femmes Congolaises (CAFECO),

CAFOB, Center For Human Rights(CHR), Commission for Gender Equality(CGE), CONAFED, Equality Now, FEMNET,  
International African Committee (IAC), International Federation of Women Lawyers (FIDA), ISIS - WICCE, MARWOPNET,  
Nairobi Peace Initiative (NPI), REPERES, Pan African Movement, ProFemmes, SSWC, Women's Society of Alfateh

#### **EN PARTENARIAT AVEC**

CADHP, AU, CEA, NEPAD, PAP, PNUD, FNUAP, UNICEF

    Gouvernement du Sénégal, Gouvernement d'Afrique du Sud

#### **AVEC LE SOUTIEN DE**

Open Society Initiative for West Africa (OSIWA)

#### **COORDINATION : FEMMES AFRICA SOLIDARITÉ (FAS)**

E-mail : [infodk@fasngo.org](mailto:infodk@fasngo.org) / [communicationdk@fasngo.org](mailto:communicationdk@fasngo.org) / [info@fasngo.org](mailto:info@fasngo.org)

[www.genderismyagenda.com](http://www.genderismyagenda.com) / [www.fasngo.org](http://www.fasngo.org)

Tél : (221) 33 860 20 48 / Fax : (221) 33 860 20 47

